

Idées reçues à propos des ambitions européennes en matière de climat

Briefing – mai 2011

L'Europe ne peut renforcer ses ambitions en matière de lutte contre le réchauffement planétaire sans que ses efforts n'entraînent une diminution de la production industrielle en Europe et des pertes d'emploi. C'est ce que prétendent les lobbyistes qui torpillent les ambitions européennes en matière de climat. Greenpeace fait la lumière sur des affirmations qui ont décidément la vie dure.

Tant qu'il n'y a pas d'accord international sur le climat avec les autres grands pays industrialisés, l'Union européenne (UE) ne peut pas augmenter son effort au-delà des -20% de réduction de gaz à effet de serre (GES) en 2020 actuellement sur la table.

Si l'objectif est relevé à -30% de GES en 2020 et qu'il s'accompagne d'une politique adéquate, il pourra déboucher sur un surplus d'investissements, des économies sur les importations d'énergie et des nouveaux emplois. Une étude réalisée par différents centres de recherche dont Oxford ou la Sorbonne estime que passer d'un objectif -20% à -30% entraînerait pas moins de 6 millions d'emplois supplémentaires en 2020. Ces avantages collatéraux ne dépendent en rien de ce que les autres pays industrialisés font.

De toute évidence, l'image d'une Europe faisant cavalier seul n'est pas exacte. Les 16 plus grandes économies du monde ont toutes entamé la mise en œuvre de plans de lutte contre les changements climatiques. Pour n'en nommer qu'une, la Chine, déjà premier investisseur mondial dans les renouvelables, vient de voter son plan quinquennal 2011/2015 dans lequel le développement de ces énergies joue un rôle central.

L'économie doit être au centre des priorités en cette période de crise. Modifier la politique climatique et énergétique de l'Union européenne n'est pas la priorité.

Une politique climatique plus ambitieuse est justement la solution pour remettre l'économie sur les rails. Aujourd'hui, notre économie est fragilisée par notre dépendance énergétique et les fluctuations des prix des énergies fossiles. Peu de secteurs offrent autant de potentialité économique que celui des nouvelles technologies vertes. Mais pour garder son leadership dans ces technologies et profiter de ce potentiel, l'Union doit urgemment se fixer une ligne de conduite ambitieuse et lancer une politique concertée d'investissements.

Un objectif de réduction de 30% d'ici 2020 serait fatal à l'industrie européenne en termes de production et d'emploi.

C'est tout le contraire. Une réduction des émissions, accompagnée de mesures de soutien au niveau politique, améliorerait la compétitivité de l'industrie européenne. Selon la Commission européenne -COM(2010) 614 final - : « L'Europe a également besoin d'améliorer sa compétitivité internationale en se donnant les moyens d'accélérer la transition vers une économie à faible émission de carbone et efficace dans l'utilisation des ressources dans les secteurs à forte consommation d'énergie

comme ceux de l'acier, des métaux non ferreux, du papier et de la chimie.(...) Les investissements en faveur d'une production à faible émission de carbone sont un moyen efficace d'accroître leur compétitivité et d'être moins dépendantes des futurs prix de l'énergie. »

L'industrie affirme souvent que le CO2 sera émis ailleurs, dans des pays où les normes environnementales sont moindres. Mais plusieurs rapports démontrent que cette crainte est fortement exagérée et concerne un nombre minime de secteurs.

Le risque réel pour l'emploi dans l'industrie lourde est avant tout lié à la demande de produits finis au niveau des marchés européens de la construction et de l'infrastructure. Or, une économie européenne verte demandera des investissements massifs et entraînera une augmentation de la demande d'acier de la part des secteurs de l'énergie renouvelable et des transports (rails et trains à grande vitesse notamment).

L'Europe ne doit pas précipiter les choses.

Le débat sur un objectif de réduction des émissions plus ambitieux porté à -30% est en cours depuis 2004. En 2007, le GIEC a fait savoir que les pays industrialisés devaient réduire leurs émissions de 25 à 40% d'ici 2020 (année de référence 1990) et de 80 à 90% d'ici 2050 pour limiter à une chance sur deux un réchauffement planétaire sous la barre des 2°C. L'objectif de -20% de l'UE pour 2020 apparaissait donc déjà comme largement insuffisant. Aujourd'hui, il l'est encore d'avantage. En raison de la crise économique, l'objectif actuel de 20% n'est autre qu'un scénario business as usual, c'est-à-dire qui ne nécessite pas d'effort supplémentaire. Garder cet objectif aurait pour effet de décourager les investisseurs et de bloquer l'émergence de l'économie verte en Europe.

Les énergies renouvelables sont beaucoup plus chères que le charbon ou le nucléaire. Les entreprises devront donc payer plus pour leur électricité.

La plupart des technologies renouvelables deviendront compétitives dans les années à venir. Certaines le sont déjà aujourd'hui. Par exemple, les éoliennes onshore idéalement placées rivalisent aujourd'hui avec les nouvelles centrales au charbon ou au gaz et sont depuis longtemps considérablement moins onéreuses que des nouvelles productions nucléaires. Davantage d'innovations technologiques et une production de masse auront pour effet d'accélérer l'essor des technologies renouvelables et de faire baisser les prix.

La lutte contre les changements climatiques ne pourra pas être gagnée uniquement à coup de règles et de mesures. L'Europe doit davantage favoriser le développement technologique.

Le développement technologique est crucial mais il doit s'accompagner d'objectifs contraignants et de réglementations. En effet, les objectifs contraignants favorisent l'innovation et mettent tous les acteurs économiques sur un pied d'égalité. C'est ce qui ressort de l'analyse du passé. Par exemple : alors que l'objectif contraignant de production d'énergie renouvelable - que le lobby avait dénoncé comme étant impossible à atteindre - sera vraisemblablement même dépassé, l'objectif non contraignant d'amélioration de l'efficacité énergétique n'est pas prêt d'être atteint.